

STÉPHANE
VELUT

ÉCHEC

AU ROI



TRACTS
DE CRISE
GALLIMARD

20 MARS 2020 / 14 H / **N° 6**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Tant que le corps politique procédait, par dizaines de milliers, au sein des hôpitaux publics, à la réduction du nombre de lits sans dire ce qu'il faisait ni pourquoi il le faisait, les choses se passaient en silence. Tant que l'administrant soumettait le corps soignant – toujours en première ligne – à de croissantes contraintes, les choses se passaient en silence. Tant que les techniques du gentiment nommé *New Public Management* infiltraient, telle une filariose, un monde pourtant distinct d'une usine de voitures, les choses se passaient en silence. Et même si infirmier(e)s, aide-soignant(e)s s'échappaient vers des cieux plus sereins, même si anesthésistes, radiologues, chirurgiens et médecins spécialistes prenaient, croissant, le large pour le monde libéral, tout se passait en douceur. À quelques exceptions près, personne ne disait rien et – pour reprendre des mots de Régis Debray à propos des intellectuels – les lanceurs d'alerte « jouaient du clavecin dans une *rave party* » –, quand on ne leur reprochait pas de cracher dans la soupe. Quant aux autres, à ceux qui, accrochés qu'ils étaient au public (dans les deux sens du terme), restaient à l'hôpital : eh bien ces autres tenaient. Tant bien que mal ils tenaient.

Du moins jusqu'à la récente crise de l'hôpital public où les langues se délièrent et qui trouvait son acmé un 14 février dans les rues de Paris. Vous vous souvenez de ce vendredi sans précédent, vous, le public qui estimez ce corps soignant pour son abnégation et pour ses compétences. Vous, oui. Sinon, épuisement des équipes, services d'urgences en feu, démission administrative collective de 1200 chefs de service et témoignages touchants de médecins à bout de souffle : rien ne fit sourciller le visage du corps politique qu'on a senti seulement un peu embarrassé. Un corps politique qui, comme toujours, comptait sur un fait simple et vrai : les soignants aiment ce qu'ils font, ce sont des passionnés, ils font – c'est bien connu – un boulot passionnant, ils tiendront. Mais d'ajouter dans l'atmosphère feutrée des administrations : que vont-ils réclamer de surcroît, bon sang... vingt ans qu'on entend ça ! Le 14 février, le politique en la personne de Madame la Ministre répéta en effet – usant plus d'éléments de langage que de mots – que nous étions formidables mais n'avions pas compris son plan Santé 2022. En gros : dévoués mais limités. Bref le corps politique s'obstinait. Enfin pas tout à fait : n'écoutant que son courage – et alors qu'un virus d'origine asiatique pointait le bout de son nez – un dimanche, le dimanche qui suivait justement ce cortège de blouses blanches dans les rues de Paris, Madame Agnès Buzyn quittait son ministère. Estimant certainement que de ministère elle n'en avait précisément point et que seul le Budget décidait, elle partait.

Elle, qu'on percevait déjà ni convaincante ni convaincue par ce plan bourré de primes et reprenant une partie de la dette sur des fonds d'origine inconnue, avouait son impuissance. Enfin pas tout à fait non plus, elle n'avoua rien du tout : ne voulant plus quitter les charmes du pouvoir, elle ne put pas s'offrir le luxe de la sincérité – tout autant effrontée qu'ingénue – de Nicolas Hulot, et dire qu'elle foutait le camp. Elle aurait pu, mais non. En fait elle ne flancha qu'après, le 17 mars, mettant tout sur le compte de la crise sanitaire dont elle seule mesurait l'ampleur ; le virus a le dos large.

Nous en étions donc là quand, alors que le nouveau Ministre en route pour une tournée qu'il entamait en Loire – histoire de calmer les esprits –, et tandis que sa prédécesseure s'agitait bizarrement pour la mairie de Paris, ce virus, ce funeste virus qu'on espérait rester ressortissant chinois, débarquait en Europe, comme un vilain migrant mais en plus inquiétant. Et en moins de dix jours arrivait au galop une charge inattendue emportant avec elle les plus intolérables attributs de la vie pour l'homme occidental : le hasard, l'aléa, le risque, la mort et la peur de la mort. Et voilà l'Occident face à sa vulnérabilité. Tétanisé, il fait le hérisson. Fragile, il n'a pas le choix. La vitesse, dont il avait naguère fait sa façon de vivre, de croître et de communiquer, soudain le fit trembler. À l'heure près, il devint attentif aux voyages du virus en question, des grippés, des fiévreux, des touseux et même des porteurs sains, bref, tous les êtres humains. L'inhibition de l'action fait œuvre d'ultime parade.

Mais cela ne suffit pas car la réalité s'impose. Se terrer ne suffit pas. Derrière : le hérisson, mais devant : l'hôpital. Par leurs cadences, en quelques jours naquirent deux mondes distincts : tapi pour l'un, fébrile pour l'autre. Et voilà que soudain, bien des choses, des constats, des faiblesses concernant un système laissé aux mains de technocrates – je parle de l'hôpital public – reviennent, comme un boomerang, violemment au visage d'un corps politique qui ne comptait jusque-là que sur nous pour nous taire et faire notre travail (suffit pour s'en convaincre de revoir cet échange édifiant entre Emmanuel Macron et le Dr Salachas le 27 février dernier¹). Un corps politique qui, disons-le, comptait tout autant sur une autre variable ayant souvent raison des soulèvements de masse : le temps, le temps qui apaise tout.

Mais voilà, la nature est brutale, elle ramène au concret. Comme disait Jean Baudrillard dans *L'Esprit du terrorisme* (*Le Monde*, 3 novembre 2001 / Galilée, 2002), « les événements ont cessé de faire grève ». Et les données s'inversent. C'est une particule ni vivante ni inerte, un virus, qui les a inversées.

Comment ? C'est assez simple. Quand réduction du nombre de lits, réduction du personnel paramédical – par décision bureaucratique en vue de réduire les dépenses – conduisaient le praticien à faire un tri en lui imputant le risque médical voire juridique de le faire, de quoi était-il

1. *Macron interpellé à l'hôpital*, disponible sur YouTube.

le jouet ? Ni plus ni moins de ce que Johann Chapoutot développe, à l'ère contemporaine, dans l'épilogue de son dernier essai² : le management par délégation de responsabilité. Une technique éprouvée qui consiste à dire à son subordonné : « voici le but à atteindre, la façon de l'atteindre vous incombe, vous en êtes responsable ». À ceci près toutefois qu'au sein de l'hôpital ce but n'était jamais avoué mais simplement acté par cette réduction continue de moyens matériels et, partant, de soignants. De quoi rendre fou le praticien.

Hélas donc surgit Covid-19, et le politique prit peur.

Si le politique prend peur – et avec lui le corps administrant des hôpitaux publics appliquant jusqu'ici à la lettre les consignes imposées, en fait, par Bercy – c'est qu'il sait parfaitement que la donne s'est inversée. Il sait pertinemment que le praticien, pour soigner un nombre de malades qui s'annonce considérable, peut lui dire à son tour : « voici le but à atteindre, les moyens vous incombent, vous en êtes responsable ». En fait le praticien n'a même pas besoin de lui dire, tellement c'est manifeste. Le roi est en échec.

C'est bel et bien une véritable inversion de la délégation de responsabilité qui se fait jour.

Soudain le corps administrant prétendant s'immiscer dans l'organisation des soins, saisit qu'en la matière les choses sont compliquées, que seul le corps soignant sait vraiment de quoi il parle. Du praticien qu'il souhaitait

2. Johann Chapoutot, *Libres d'obéir. Le management du nazisme à aujourd'hui*, Gallimard, 2020 (coll. NRF essais).

convertir en manager d'équipe, il implore une conduite sanitaire et se réjouit de le voir exercer son métier à plein temps et plus encore. Lui qui, aux fins de rentabiliser, soumettait le corps soignant à un lien grandissant de subordination, implore de lui conseils et directives, et vénère ses sacrifices. De le savoir vital il l'envie presque.

Le politique, lui, comprend qu'il ne suffira plus de dire que nous sommes formidables, qu'il va devoir parler franchement et qu'il est temps de nous prendre au sérieux.

Et vous, les gens, vous qui étiez à ses yeux porteurs de maladies plus ou moins coûteuses, les objets d'actes plus ou moins lucratifs, êtes enfin devenus des sujets au cœur de ses tourments. Peut-être car il se sent, enfin, faire partie de nous tous.

Mais face à l'hôpital public éclairé et debout jour et nuit, ses paupières vont-elles pour autant amorcer un état de réveil ? C'est difficile à dire. Une petite lueur apparut tout de même le 12 mars quand Emmanuel Macron s'adressa à la France. Comme souvent, un discours marque par son ton, son début et sa fin. Passons sur le début : qualifiant de « héros » les soignants, il aura reconnu la fibre sacrificielle dont ils ont hérité de l'Histoire – on n'en demandait pas tant, mais c'est attentionné, notons. Mais à la fin surtout, en l'entendant s'interroger sur « les failles du modèle de développement [de] notre monde », plus loin dire que « la santé gratuite sans condition de revenus [était un] bien

précieux» et « qu'il était des biens [...] qui devaient être placés en dehors des lois du marché », nous fûmes abasourdis et réjouis à la fois. Démonter en trois phrases le néolibéralisme était si inespéré que c'était à n'y pas croire. Quant au ton empruntant celui d'un chef incitant au res-saut de la nation en temps de guerre (mot qu'il prononcera d'ailleurs plusieurs fois le 16 mars) – et insérant au passage un « quoi qu'il en coûte » assez peu rassurant –, admettons qu'il était paniqué mais fut parfois touchant. Voilà pour l'impression, forcément subjective.

Mais, sincère, sera-t-il audacieux? Rien n'est moins certain. D'abord notons qu'il aura fallu cette particule virale pour qu'enfin, comme en réponse à ce fameux vendredi dans les rues de Paris, on entende une prise de position de fond sur l'hôpital public. Il était temps.

Reste que, l'ampleur de la crise sanitaire se révélant ou non dépasser les limites du système, il faudra bien acter un retard de trente ans à l'avoir réformé, un retard imputable à vingt gouvernements, et une dette abyssale. Or, ne pouvant revenir en arrière en urgence, bonnes intentions ou pas, sincérité ou pas, Bercy va se trouver contraint. Augmenter notre dette; prélever dans la poche des Français déjà saignés à blanc par la pression fiscale; amputer un autre budget (Éducation, Justice, Intérieur, Enseignement supérieur...): laquelle de ces trois cases cocherait un étudiant de l'ENA? Laquelle de ces trois cases cocheront Bruno Le Maire et Gérard Darmanin?

Et si, perfide, le Budget justement en profitait pour vous faire accepter d'injecter du sang neuf. Un petit peu de sang neuf, au début un petit peu, juste un peu. C'est-à-dire de l'argent du privé pour sauver le public dont cette crise risque d'achever la déroute, avec cet argument inspiré de Thatcher : aucune alternative. Et si cette crise, comme peuvent l'être les crises, était une occasion de fabriquer le consentement ? Le vôtre. L'hypothèse a du poids, celui de l'économie.

Mais si tel était le cas, qu'on ne se berce pas d'illusions, c'est à un autre tri auquel on assistera dans les prochaines années. Car ayant infiltré le système, industries pharmaceutiques, compagnies d'assurances ou GAFAs (pourquoi pas, on ne sera plus à ça près) ne vous permettront plus d'accéder aux mêmes soins si vous n'avez pas le sou. Dès lors qu'existera un marché de nos compétences, elles vous coûteront très cher.

Au fond, au début de ses ravages, le virus du SIDA aura révélé autant d'incompétence scientifique dans les pays les plus industrialisés du globe que, quarante ans plus tard, le début des ravages (différents) du Covid-19 y aura révélé d'incompétence politique. Des deux incompétences, seule la première est à mettre au crédit de l'ignorance immanente, pardonnable, qu'ont les êtres humains du monde dans lequel ils vivent. La seconde est tellement plus grave...

STÉPHANE VELUT

À l'heure du soupçon, il y a deux attitudes possibles. Celle de la désillusion et du renoncement, d'une part, nourrie par le constat que le temps de la réflexion et celui de la décision n'ont plus rien en commun ; celle d'un regain d'attention, d'autre part, dont témoignent le retour des cahiers de doléances et la réactivation d'un débat d'ampleur nationale. Notre liberté de penser, comme au vrai toutes nos libertés, ne peut s'exercer en dehors de notre volonté de comprendre.

Voilà pourquoi la collection «Tracts» fera entrer les femmes et les hommes de lettres dans le débat, en accueillant des essais en prise avec leur temps mais riches de la distance propre à leur singularité. Ces voix doivent se faire entendre en tous lieux, comme ce fut le cas des grands «tracts de la NRF» qui parurent dans les années 1930, signés par André Gide, Jules Romains, Thomas Mann ou Jean Giono – lequel rappelait en son temps : «Nous vivons les mots quand ils sont justes.»

Puissions-nous tous ensemble faire revivre cette belle exigence.

ANTOINE GALLIMARD





Et voilà l'Occident face à sa vulnérabilité. Tétanisé, il fait le hérisson. Fragile, il n'a pas le choix. La vitesse, dont il avait naguère fait sa façon de vivre, de croître et de communiquer, soudain le fit trembler. À l'heure près, il devint attentif aux voyages du virus en question, des grippés, des fiévreux, des touseux et même des porteurs sains, bref, tous les êtres humains. L'inhibition de l'action fait œuvre d'ultime parade. Mais cela ne suffit pas car la réalité s'impose. Se terrer ne suffit pas. Derrière : le hérisson, mais devant : l'hôpital.

STÉPHANE VELUT

NÉ EN 1957, STÉPHANE VELUT EST L'AUTEUR DE *FESTIVAL*, ROMAN PARU CHEZ VERTICALES EN 2014. IL A PUBLIÉ DANS « TRACTS » *L'HÔPITAL, UNE NOUVELLE INDUSTRIE*. IL EST CHEF DU SERVICE DE NEUROCHIRURGIE DU CHU DE TOURS.

TRACTS.GALLIMARD.FR

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : **ANTOINE GALLIMARD**

DIRECTION ÉDITORIALE : **ALBAN CERISIER**

ALBAN.CERISIER@GALLIMARD.FR

GALLIMARD • 5 RUE GASTON-GALLIMARD 75007 PARIS • FRANCE • GALLIMARD.FR

DÉPÔT LÉGAL : MARS 2020 © ÉDITIONS GALLIMARD, 2020

20 MARS 2020



Échec au roi

Stéphane Velut

Cette édition électronique du livre
Échec au roi de Stéphane Velut
a été réalisée le 20 mars 2020
par les Éditions Gallimard.
ISBN : 9782072909566